



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2017



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -66,45 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2017 s'élève à -66,45 Md€ contre -66,09 Md€ à fin mai 2016. Ce solde s'explique essentiellement par une

hausse des dépenses nettes de 3,95 Md€ et une augmentation des recettes nettes de 3,82 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 142,56 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,70 Md€ dont 2,73 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,79 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 4,60 Md€ essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant à l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 3,75 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (3,56 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,19 Md€ dont 1,83 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,66 Md€ partagés, pour l'essentiel, entre le programme « Police nationale » à hauteur de 0,90 Md€ et le programme « Gendarmerie nationale » à hauteur de 0,69 Md€ ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,88 Md€ dont 0,64 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » ;

Les dépenses nettes à fin mai 2017 s'élèvent à 142,56 Md€ contre 138,61 Md€ à fin mai 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des

dépenses de personnel (+1,86 Md€), des dépenses d'intervention (+1,53 Md€) et des dépenses de fonctionnement (+1,07 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 103,08 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur le revenu : 12,50 Md€ ;

TVA : 11,66 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,75 Md€ dont 1,51 Md€ de mutations à titre gratuit et 0,58 Md€ au titre des autres taxes intérieures ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,89 Md€ dont -4,18 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,56 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 124,19 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2017 s'élèvent à 124,19 Md€ contre 121,76 Md€ à fin mai 2016.

Cette évolution (+2,43 Md€) s'explique notamment par les hausses des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 3,40 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures notamment la taxe intérieure sur la

consommation finale d'électricité) et de 2,83 Md€ des recettes de TVA. Cependant, cette évolution positive est partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-2,09 Md€), des recettes nettes d'IR (-0,79 Md€), des autres impôts directs et taxes assimilées (-0,52 Md€).

Recettes non fiscales : 2,49 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2017 s'élèvent à 2,49 Md€ contre 4,43 Md€ à fin mai 2016. Cette baisse (-1,94 Md€) s'explique essentiellement par la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,77 Md€ (essentiellement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques), la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour

0,75 Md€ (essentiellement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence), ainsi que par un montant de dividendes et recettes assimilées en baisse de 0,47 Md€ (du fait de moindres produits des participations de l'Etat dans les entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financières).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -24,76 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -24,76 Md€ à fin mai 2017 contre -27,69 Md€ à fin mai 2016. Cette variation de +2,93 Md€ s'explique,

essentiellement, par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,73 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,97 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,59 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 4,14 Md€ (notamment au titre du solde de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des mensualisations de taxes foncières et de taxe d'habitation).

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses à hauteur de 4,78 Md€ correspondant essentiellement au paiement des intérêts

A fin mai 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,97 Md€ contre -26,74 Md€ à fin mai 2016. L'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,81 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur ») est compensée par les réductions des soldes des comptes de concours

des OAT à taux fixe, et des recettes pour 4,80 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général.

Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » présente des recettes de 1,35 Md€ correspondant au versement de la fraction de la taxe d'apprentissage affectée à ce compte spécial.

financiers (-2,18 Md€ en raison, notamment, de la hausse des avances à l'ASP) et des comptes d'affectation spéciale (-1,87 Md€ en raison des opérations du compte « Participations financières de l'Etat »).

Dette financière de l'Etat au 31 mai : 1 696,44 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 69,08 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 15,81 Md€). Le montant net des BTAN a diminué de 16,16 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 523	-66 448	-66 087	-65 668	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	26 350	142 555	138 609	137 601	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	21 129	103 076	99 257	98 668	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 503	39 685	40 477	40 476	
- IS *	-668	5 761	5 923	5 923	
- TVA	11 657	62 729	59 898	59 841	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 302	-26 969	-26 735	-26 735	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-345	103 554			16
Dettes financières de l'Etat	26 339	1 696 444			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 486	53 464	51 602	51 619
Dépenses de fonctionnement	2 775	23 358	22 284	22 124
Charges de la dette de l'Etat	4 596	20 085	20 419	20 419
Dépenses d'investissement	717	4 228	4 545	4 545
Dépenses d'intervention	7 736	39 558	38 033	37 169
Dépenses d'opérations financières	40	872	738	738
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	26 350	142 555	138 609	137 601
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	26 821	124 187	121 761	121 186
Recettes non fiscales	553	2 488	4 426	4 426
Prélèvements sur recettes	-6 452	-24 759	-27 685	-27 699
Fonds de concours	208	1 159	756	756
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	21 129	103 076	99 257	98 668
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	27 581	127 834	126 943	126 368
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-5 220	-39 479	-39 352	-38 933
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 278	1 457	3 327	3 327
Solde des comptes de concours financiers	-4 553	-32 548	-30 371	-30 371
Solde des comptes de commerce	-60	4 139	334	334
Solde des comptes d'opérations monétaires	-20	-228	-10 276	-10 276
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 302	-26 969	-26 735	-26 735
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-8 523	-66 448	-66 087	-65 668



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 486	53 464	51 602	51 619
Rémunérations d'activité	6 048	30 397	29 329	29 337
Cotisations et contributions sociales	4 374	22 761	21 956	21 963
Prestations sociales et allocations diverses	64	306	318	318
AUTRES TITRES	15 863	89 091	87 007	85 983
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 775	23 358	22 284	22 124
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 850	9 828	9 321	9 285
Subventions pour charges de service public	925	13 530	12 963	12 839
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	4 596	20 085	20 419	20 419
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	4 596	20 085	20 419	20 419
Titre 5 - Dépenses d'investissement	717	4 228	4 545	4 545
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	426	3 071	3 631	3 631
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	291	1 157	914	914
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 736	39 558	38 033	37 169
Transferts aux ménages	4 110	19 735	17 930	18 405
Transferts aux entreprises	911	6 759	6 062	4 834
Transferts aux collectivités territoriales	948	3 459	3 547	3 506
Transferts aux autres collectivités	1 762	9 589	10 486	10 416
Appels en garantie	5	16	8	8
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	40	872	738	738
Prêts et avances	0	277	29	29
Dotations en fonds propres	40	167	174	174
Dépenses de participations financières	0	427	535	535
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	26 350	142 555	138 609	137 601



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2017		Cumul à fin mai 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	148	174	1 497	1 211	1 640
Action de la France en Europe et dans le monde	104	95	830	755	1 083
Diplomatie culturelle et d'influence	20	58	489	291	252
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	22	179	165	163
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	142
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	212	212	1 213	1 128	1 168
Administration territoriale	135	132	706	670	652
Vie politique, culturelle et associative	13	19	120	93	138
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	61	388	365	379
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	150	255	1 149	1 039	1 198
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	355
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	39	143	619	537	365
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	59	59	263	238	215
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	53	266	263	263
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	206	260	873	1 268	1 396
Aide économique et financière au développement	-1	83	116	547	676
Solidarité à l'égard des pays en développement	207	177	757	722	720
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	30	21	1 827	1 746	1 792
Liens entre la Nation et son armée	3	6	19	14	14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	27	8	1 723	1 691	1 737
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	85	41	41
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	46	283	277	266
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	29	154	152	147
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	89	86	80
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	195	261	1 442	995	848
Patrimoines	53	59	468	275	256
Création	57	94	436	265	182
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	85	109	538	454	410
DEFENSE	2 788	3 185	19 476	18 063	18 301
Environnement et prospective de la politique de défense	135	87	538	623	703
Préparation et emploi des forces	687	597	3 765	3 624	3 507
Soutien de la politique de la défense	1 696	1 829	9 614	9 545	9 199
Equiperment des forces	270	671	5 559	4 271	4 892
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	117	106	598	485	456
Coordination du travail gouvernemental	52	40	246	196	160
Protection des droits et libertés	5	5	37	39	40
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	60	61	315	250	256
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	415	875	7 088	5 557	5 160
Infrastructures et services de transports	164	315	2 407	2 062	1 906
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	5	19	96	60	64
Météorologie (1)	0	0	0	0	97
Paysages, eau et biodiversité	10	43	159	120	112
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	47	365	244	47
Prévention des risques	7	33	99	90	67
Energie, climat et après-mines	-1	11	309	356	235
Service public de l'énergie	1	175	2 327	1 292	1 199
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	229	233	1 325	1 334	1 434



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2017		Cumul à fin mai 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	135	119	1 012	873	672
Développement des entreprises et du tourisme	79	49	493	360	409
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	41	55	196	186	194
Stratégie économique et fiscale	15	15	323	326	68
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	233	3 748	15 297	7 710	7 601
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	202	156	961	566	510
Aide à l'accès au logement	0	3 561	14 216	7 043	6 946
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	31	31	120	101	145
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	4 601	4 601	20 227	20 312	20 608
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4 596	4 596	20 085	20 085	20 419
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5	5	16	16	8
Epargne	0	0	58	58	81
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-50	35	100
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 664	5 703	30 631	30 366	29 071
Enseignement scolaire public du premier degré	1 787	1 793	8 956	8 955	8 404
Enseignement scolaire public du second degré	2 732	2 732	13 625	13 608	13 205
Vie de l'élève	277	295	3 004	2 908	2 682
Enseignement privé du premier et du second degrés	603	576	3 423	3 390	3 277
Soutien de la politique de l'éducation nationale	167	184	964	858	861
Enseignement technique agricole	99	123	659	645	642
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	858	879	4 626	4 461	4 483
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	638	642	3 409	3 305	3 276
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	91	95	473	440	409
Facilitation et sécurisation des échanges	127	126	637	614	668
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	39
Fonction publique	1	17	106	103	91
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	58	89	682	468	423
Immigration et asile	54	87	631	423	327
Intégration et accès à la nationalité française	4	2	50	46	95
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	0	0	2 600	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	700	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
JUSTICE	673	663	3 843	3 524	3 344
Justice judiciaire	259	256	1 400	1 394	1 382
Administration pénitentiaire	327	300	1 585	1 360	1 240
Protection judiciaire de la jeunesse	57	71	396	327	314
Accès au droit et à la justice	7	9	301	299	284
Conduite et pilotage de la politique de la justice	22	27	159	142	122
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	13	11	330	178	172
Presse	3	0	95	89	86
Livre et industries culturelles	10	10	236	90	81
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	4
OUTRE-MER	124	72	1 293	687	763
Emploi outre-mer	46	24	1 049	463	506
Conditions de vie outre-mer	78	48	243	224	257



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2017		Cumul à fin mai 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	91	52	210	158	119
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	23	13	46	52	84
Interventions territoriales de l'Etat	0	2	3	16	4
Politique de la ville	67	37	161	91	31
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	202	522	23 059	13 307	12 822
Formations supérieures et recherche universitaire	91	85	12 567	6 464	6 246
Vie étudiante	18	214	1 692	1 351	1 299
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	18	55	5 725	3 108	3 243
Recherche spatiale	0	0	1 395	744	705
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	79	1 018	1 118	852
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	49	61	433	308	258
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	70	70	70
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	3	3	2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	25	27	154	142	146
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	582	4 996	3 145	3 172
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	334	3 056	1 940	1 931
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	138	759	414	344
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	110	1 181	791	897
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 240	649	2 249	1 310	1 367
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 169	631	2 094	1 201	1 285
Concours spécifiques et administration	71	18	155	108	82
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 686	13 679	40 811	40 796	39 785
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 783	12 776	38 622	38 607	37 060
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	903	903	2 189	2 189	2 724
SANTE	27	39	1 102	423	404
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	27	39	394	140	149
Protection maladie	0	0	708	283	255
SECURITES	1 667	1 661	8 631	7 970	7 442
Police nationale	930	904	4 410	4 208	3 959
Gendarmerie nationale	680	689	4 012	3 544	3 283
Sécurité et éducation routières	4	2	12	8	7
Sécurité civile	53	66	197	210	194
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	174	717	15 200	8 152	6 767
Inclusion sociale et protection des personnes	101	94	4 496	1 909	1 188
Handicap et dépendance	0	227	9 731	5 395	5 065
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	6	6	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	70	393	967	842	513
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	7	26	570	365	209
Sport	3	7	161	99	91
Jeunesse et vie associative	3	19	409	266	118
TRAVAIL ET EMPLOI	844	821	10 497	6 386	5 959
Accès et retour à l'emploi	422	499	5 204	3 426	3 893
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	362	262	4 967	2 629	1 744
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	6	30	52	48
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	54	296	279	274
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	34 606	40 029	224 303	183 351	178 394
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	20 920	26 350	183 493	142 555	138 609

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	12 612	40 184	41 039	41 038
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	150	644	625	625
Impôt sur les sociétés (C)	6 645	18 501	17 428	17 428
Impôt sur les sociétés	6 448	18 051	17 063	17 063
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	197	450	365	365
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	866	2 154	2 669	2 669
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	31	322	272	272
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	503	916	997	997
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	126	374	454	454
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	46	66	78	78
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	4	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	10	9	9
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	30	36	36
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	6	6
Recettes diverses	150	426	809	809
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	907	4 015	6 105	6 116
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 571	85 501	83 091	83 034
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 750	13 983	10 588	10 061
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	30	187	177	177
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	75	66	66
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	7	4	4
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	559	1 083	777	777



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès		946	4 418	4 094	4 094
Contribution de sécurité immobilière		56	279	254	254
Autres conventions et actes civils		38	215	258	258
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		37	165	163	163
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		4	59	63	63
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		19	84	125	125
Timbre unique		45	148	48	48
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		584	4 618	1 893	1 366
Autres droits et recettes accessoires		0	2	2	2
Amendes et confiscations		3	12	9	9
Taxe générale sur les activités polluantes		1	6	73	73
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	86	73	73
Autres droits et recettes à différents titres		0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		1	20	24	24
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	21	22	22
Taxe sur certaines dépenses de publicité		1	23	25	25
Taxe de l'aviation civile		0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base		1	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		10	24	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		156	852	839	839
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		66	279	278	278
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		31	169	175	175
Prélèvement sur les paris sportifs		25	122	116	116
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		4	24	27	27
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		74	320	309	309
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		38	107	84	84
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)		40 500	164 984	161 545	160 970
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)		26 821	124 187	121 761	121 186



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	123	594	594
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	6	6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	95	25	25
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	28	563	563
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	169	628	1 395	1 395
Revenus du domaine public non militaire	17	57	87	87
Autres revenus du domaine public	9	85	79	79
Revenus du domaine privé	0	0	24	24
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	30	106	737	737
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	113	375	326	326
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	135	135
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	5	6	6
Produits de la vente de biens et services (C)	106	386	386	386
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	121	149	149
Autres frais d'assiette et de recouvrement	65	256	230	230
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2
Autres recettes diverses	3	6	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	88	171	150	150
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	32	41	41
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	2	4	4
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	2	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	27	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	81	96	65	65
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	11	8	8



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)		82	426	1 178	1 178
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers		0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence		41	156	805	805
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes		0	11	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor		1	4	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires		37	202	315	315
Frais de poursuite		1	4	4	4
Frais de justice et d'instance		1	4	5	5
Intérêts moratoires		0	0	0	0
Pénalités		0	0	1	1
Divers (F)		108	753	723	723
Reversements de Natixis		0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)		0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations		0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat		0	192	233	233
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires		19	76	63	63
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion		1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques		0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne		0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn		0	0	0	0
Frais d'inscription		1	3	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives		1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires		1	3	3	3
Récupération d'indus		5	14	36	36
Recouvrements après admission en non-valeur		11	54	58	58
Divers versements de l'Union européenne		0	10	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits		1	9	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)		2	15	9	9
Recettes diverses en provenance de l'étranger		0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)		0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées		0	0	0	0
Recettes accidentelles		20	117	96	96
Produits divers		40	196	107	107
Autres produits divers		8	57	85	85
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)		553	2 488	4 426	4 426

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 894	-16 970	-19 695	-19 709
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 179	-14 446	-16 854	-16 868
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-128	-784	-994	-994
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2	-5	-36	-36
Dotations élu local	-14	-14	-53	-53
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-24	-24
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	-15	-15
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	-28	-28
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-257	-1 349	-1 385	-1 385
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-2	-2	-10	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-35	-35	-35
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-223	-223	-254	-254
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-82	-82	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 558	-7 789	-7 990	-7 990
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 452	-24 759	-27 685	-27 699
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	191	1 057	654	654
Fonds de concours - coopération internationale	17	103	102	102
TOTAL FONDS DE CONCOURS	208	1 159	756	756

(1) suppression en 2017



unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 804	7 081	31 374	25 505	32 831	28 833	1 457	3 327
Aides à l'acquisition de véhicules propres	36	4	98	86	115	110	18	24
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	348	164	482	552	729	701	247	149
Développement agricole et rural	2	93	7	3	104	104	98	100
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	25	31	122	174	158	156	36	-17
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1 346	40	0	1 377	1 383	1 337	1 383
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	21	17	93	210	121	162	28	-48
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	183	0	0	183	0	183	0
Participations financières de l'Etat	0	0	4 506	320	1 337	2	-3 169	-318
Pensions	4 583	4 645	23 384	23 185	25 498	24 790	2 115	1 605
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	0	358	19	-42	19
Transition énergétique	790	598	2 242	974	2 850	1 405	608	431
Comptes de concours financiers	8 928	4 375	50 556	48 335	18 008	17 964	-32 548	-30 371
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	36	7 216	5 867	56	58	-7 161	-5 809
Avances à l'audiovisuel public	328	174	1 638	1 611	1 010	1 020	-628	-591
Avances aux collectivités territoriales	8 594	4 139	41 600	40 745	16 705	16 715	-24 894	-24 030
Prêts à des Etats étrangers	6	12	102	112	149	146	46	34
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	14	0	0	88	25	88	25
Comptes de commerce	5 084	5 024	23 059	23 582	27 198	23 916	4 139	334
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	54	17	220	168	261	262	41	94
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	14	65	61	66	65	1	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	149	149	1 336	1 816	1 336	1 816	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	23	30	140	164	301	378	161	214
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	4 780	4 801	20 979	21 346	21 000	21 359	21	13
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	3	0	0	0	-3	0
Opérations commerciales des domaines	5	11	17	17	25	27	8	11
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	10	9	3	9	-7	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	55	1	288	0	4 206	0	3 918	0
Comptes d'opérations monétaires	113	93	587	10 570	359	294	-228	-10 276
Emission des monnaies métalliques	6	38	51	94	77	67	26	-27
Opérations avec le Fonds Monétaire International	106	54	488	10 471	277	221	-211	-10 251
Pertes et bénéfices de change	0	0	48	5	5	7	-43	2
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 927	16 573	105 576	107 992	78 396	71 006	-27 180	-36 986
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 821	16 519	105 088	97 521	78 119	70 786	-26 969	-26 735

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	74	519
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	190	477
	Total organismes à caractère financier	742	264	1 006
	CEPL			
	Régions	1 866	1 131	2 997
	Départements	5 232	-478	4 755
	Communes	23 185	-668	22 517
	HLM	567	-153	414
	Autres	22 134	162	22 296
	Total CEPL	52 984	-5	52 979
	Etablissements publics de santé	5 010	76	5 085
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 023	11 715
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	-403	3 372
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	1 224	4 042
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	498	1 360
	Total établissements publics nationaux	18 146	2 342	20 488
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	2 492	8 616	
Union européenne	3 786	-847	2 939	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	16	67	
GIP	662	201	863	
EPLÉ	2 305	862	3 167	
Autres correspondants	12 464	-4 131	8 333	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-3 093	12 431	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	1 229	103 545	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	0	9
Total Passif (A)		102 325	1 229	103 554
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	1 229	103 554



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	68 731	1 689 351
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	52 921	1 539 616
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	69 081	1 520 276
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	60 321	1 311 958
- <i>taux variable</i>	180 172	8 551	188 723
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-16 160	19 340
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-16 160	19 340
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	15 810	149 735
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	15 810	149 735
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-41	7 094
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	68 690	1 696 444



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.